

Pourquoi le leadership américain a perdu l'initiative

Article rédigé par *Henri Hude**, le 19 novembre 2010

Une fois les élections de mi-mandat passées (2 novembre 2010), les responsables américains se retrouvent en face des problèmes d'argent de leur pays. Tout le monde est d'accord ici pour dire que le déficit et la dette ont atteint des niveaux insupportables ; que cet état de choses menace désormais directement la prospérité des États-Unis, leur leadership mondial et leur sécurité nationale ; et qu'il est impératif de mener une action énergique, tant dans le monde que sur le plan intérieur.

La politique étrangère est souvent une fonction de la politique intérieure

Quelle est donc, à l'extérieur, l'action des États-Unis, sous la conduite du président Obama ? Les Américains cherchent à sauver la mondialisation économique et le libre échange, indispensables à leur type de leadership, tout en restaurant leurs grands équilibres, sans lesquels ils ne pourront pas non plus le maintenir.

Il s'agit donc en grande partie de faire payer les autres , mais ce n'est pas forcément (pensent-ils) aussi égoïste qu'il peut sembler. Car si ces autres sont prompts à se plaindre des USA, ils auraient autrement sujet de se plaindre de leur absence... Dans l'idée des Américains, leur leadership est pour le monde une sorte de service public, qui a un coût. Que font-ils donc ? En échange des efforts qu'ils sont résolus à faire, ils demandent un concours au monde extérieur.

1/ Ils cherchent à passer des accords bilatéraux avec plusieurs nations d'Asie, pour rééquilibrer leurs échanges commerciaux sans changer la règle du libre échange mondial ;
2/ ils voudraient modifier à leur avantage les termes des échanges en modifiant les parités monétaires ;
3/ ils voudraient que le monde entier adopte une politique en cohérence avec la leur, c'est-à-dire qu'il recherche prioritairement dans une nouvelle croissance mondiale mieux répartie la solution au problème des déficits. Car la politique opposée aggraverait sans doute leur dépression déjà sévère.

Les revers de la diplomatie obamienne

Sur ces trois terrains, le président Obama vient d'enregistrer des revers sérieux :

1/ la Corée ne signe pas avec eux l'accord commercial qui devrait permettre la survie de l'industrie automobile américaine et de l'élevage bovin ;
2/ la Chine le laisse parler et n'en fait qu'à sa tête avec sa monnaie ;
3/ le G 20 ne les suit pas et les alliés européens se démarquent, même les Anglais...

L'Amérique est isolée.

Un grave problème de leadership

Barack Obama n'arrive plus ni à convaincre, ni à imposer. Il parle en philosophe internationaliste qui croit à la force du consensus et de l'opinion, à des rivaux nationalistes adeptes de la politique de puissance ; il parle d'économie en politicien à des milieux d'affaires qui voient que ce n'est là ni sa passion, ni son fort ; il voudrait parler en protecteur à des alliés asiatiques que la Chine inquiète, et qui voudraient à la Maison blanche quelqu'un de rassurant ; il continue à s'exprimer en leader charismatique devant des gens qui constatent que son charisme n'agit plus.

Le leadership américain est comme en suspens. Cela ne tient pas qu'à son Président, mais cela tient aussi à lui. L'Amérique a perdu l'initiative, pour le moment.

Tous unis et sauve qui peut

Faute de leadership fort et convaincant, on dirait que chacun dans le monde ne pense plus qu'à ses intérêts particuliers à court terme. Le compte rendu du G 20 par le *Washington Post* était assez attristant (*Washington Post*, 13 novembre 2010, A 8 : G-20 nations agree to agree). Ce journal voudrait reprendre la version de la Maison blanche. Mais on sent tellement que le cœur n'y est pas... Il cherche à sauver la face au Président et ne parvient qu'à l'enfoncer en essayant de l'aider.

Il commence par se féliciter comme lui d'un bon début, de bonnes résolutions, d'une bonne direction indiquée, mais il finit en disant que dans deux ans, peut-être, on verrait un début de concrétisation, peut-être.

La preuve du succès de la Maison blanche, c'est que chacun a accepté de signer un communiqué dans lequel il se déclare d'accord pour établir des règles communes, en évitant toute indication spécifique, faute qu'il y ait la moindre sur laquelle on ait en réalité pu s'accorder, mais on va établir ces règles dans un an ou deux, puisqu'on a pour cela nommé une commission : culture d'impuissance et démocratie non durable.

Les partis face à la dette et aux déficits

Revenons à l'économie de ce leadership en panne. Face aux déficits et à la dette, trois options sont en présence :

- 1/ Les démocrates libéraux (que nous appellerions progressistes ou socio-démocrates, voire socialistes) veulent accroître les impôts sans réduire les dépenses publiques, sauf peut-être les dépenses militaires.
- 2/ Les républicains libertariens (en partie identiques aux élus Tea Party) veulent au contraire baisser les impôts et réduire les dépenses publiques, mais sans trop tailler dans les budgets militaires.
- 3/ Une commission bipartisane, qui se voudrait de juste milieu, et qui voudrait exprimer un point de vue raisonnable et modéré suggère de faire les deux à la fois : réduire les dépenses *et* augmenter les impôts.

La première option, repoussée par les Républicains, risque de ruiner l'Amérique en la ligotant, disent-ils, dans un surcroît d'étatisme et de Welfare State, et elle n'a aucune chance de passer.

La seconde option, repoussée par les démocrates, risque de réduire les plus pauvres à la misère et à la révolte et d'aviver des dissensions ethniques. Elle passera sans doute, mais seulement en partie, sauf si le Président choisit ou l'affrontement ou la capitulation, deux cas improbables.

La troisième option risque de n'avoir aucun effet significatif face à des déséquilibres massifs requérant une correction relativement rapide.

Entre le spectre de la banqueroute et le retour de l'inflation

Si les politiciens ne peuvent pas faire la politique, un organisme indépendant tentera de la faire à leur place. C'est sans doute parce qu'elle voit venir le blocage que la Banque centrale américaine, organisme indépendant de l'État américain (mais non pas indépendant du système bancaire américain), a décidé d'acheter une grande quantité de bons du Trésor (600 milliards de dollars).

La politique américaine est de relancer la croissance. Les taux courts sont déjà presque à zéro. En achetant des bons du Trésor américain, la banque centrale américaine espère faire monter leur valeur et donc faire baisser les taux d'intérêts à long terme (*New York Times*, 4 novembre 2010, A1 et A3).

Quel qu'en soit l'habillage officiellement orthodoxe, ces achats de bons du Trésor passent pour une inflation déguisée. C'est ce que disent les Allemands, qui dénoncent la contradiction d'un pays qui fait, en somme, ce qu'il reproche à la Chine de faire. Mais les États-Unis le font parce que la Chine le fait.

L'action de la FED est sans doute la seule façon pour les USA d'avoir une politique économique dans leur impasse politique. Mais que donneront ces mesures ? La prospérité dépend aussi beaucoup, précisément, de la confiance dans le Pouvoir. Sans confiance et sans Pouvoir, il n'est pas sûr du tout que ces apports de liquidités auront un effet sur l'investissement et l'emploi.

Et même s'il y avait un Pouvoir dans nos démocraties, encore faudrait-il rétablir la confiance dans l'avenir de la compétitivité des démocraties, et tout d'abord de la compétitivité américaine. Or celle-ci devient de plus en plus douteuse, dans le cadre d'une mondialisation économique qui, de plus en plus (comme me le disait il y a trois jours à Baltimore un ami américain), apparaît comme la dernière en date des grandes utopies, et, peut-être bientôt, le grand échec de la postmodernité.

Il faudra bien faire face un jour ou l'autre à la réalité. Nos enfants ne seront pas liés par nos décisions absurdes. La dette des États est probablement insolvable ; il n'y a plus que deux options à terme : la banqueroute ou l'inflation.

Le chaos, des régressions inouïes, ou autre modernité

Mais l'inflation signe la fin de la globalisation économique de type postmoderne classique, et laisse présager la renaissance du concept d'économie nationale, donc la renaissance de la nation (ou des unions de nations) comme entités économiquement pertinentes, ainsi que la fin de l'internationalisme politique de type onusien et kantien classique.

Ce qui est en train de se manifester, c'est la fin de l'âge des Lumières et des modèles économiques et politiques qui vont avec. Croyait-on que cette formule allait durer jusqu'à la fin des temps ? Qu'est-ce qui va lui succéder ? Le chaos, ou des régressions inouïes, ou une autre modernité.

***Henri Hude**, normalien, philosophe, dirige le pôle d'éthique au centre de recherche des Écoles de Saint-Cyr-Coëtquidan. Dernier ouvrage paru : [*Démocratie durable, penser la guerre pour faire l'Europe*](#) (Éd. Monceau, 2010).

Lire ses précédentes *Lettres d'Amérique* : [cliquez ici](#)
